

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**ARKEA FINANCEMENTS & SERVICES**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 210.000.000 euros  
Siège social : 335, rue Antoine de Saint-Exupéry – 29490 Guipavas  
SIREN : 338.138.795 R.C.S. Brest

*Comptes au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée générale mixte du 12 mai 2026*

**I - Bilan**  
(En milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Caisse, Banques centrales		1	1
Créances sur les établissements de crédit	1-14	195 790	176 032
Opérations avec la clientèle	2-14	3 075 936	3 063 990
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	3	637 554	703 558
Immobilisations incorporelles	4	20 973	20 001
Immobilisations corporelles	4	1 606	907
Autres actifs	5	20 473	16 891
Comptes de régularisation	6	6 928	6 728
<b>Total</b>		<b>3 959 261</b>	<b>3 988 109</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Dettes envers les établissements de crédit	7-14	3 525 755	3 514 648
Opérations avec la clientèle	8-14	12 105	15 525
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	9	46 168	48 343
Comptes de régularisation	10	11 647	34 543
Provisions	11	6 062	3 665
Dettes subordonnées	12	76 836	61 834
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	23 500
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>13</b>	<b>280 688</b>	<b>286 052</b>
Capital souscrit		210 000	210 000
Primes d'émission		-	-
Réserves		6 264	6 213
Report à nouveau		69 788	68 817
Résultat de l'exercice		-5 364	1 022
<b>Total</b>		<b>3 959 261</b>	<b>3 988 109</b>

**Hors-bilan**  
(En milliers d'euros)

	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>15</b>	<b>441 765</b>	<b>470 978</b>
Engagements de financement		441 765	470 978
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>15</b>	<b>196 958</b>	<b>187 114</b>
Engagements de financement		15 000	15 000
Engagements de garantie		181 958	172 114
Engagements sur titres		-	-
Instruments financiers à terme		-	-

**II. - Compte de résultat**  
(En milliers d'euros)

	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Intérêts et produits assimilés	16	124 551	114 748
Intérêts et charges assimilés	16	-105 509	-93 212
Produits sur opérat. de crédit-bail et LOA	17	212 083	211 473
Charges sur opérat. de crédit-bail et LOA	17	-206 122	-194 508
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	18	46 586	44 477
Commissions (charges)	18	-293	-386
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	19	1 952	3 244
Autres charges d'exploitation bancaire	19	-581	-309
<b>Produit net bancaire</b>		<b>72 667</b>	<b>85 526</b>
Charges générales d'exploitation	20	-65 871	-59 261
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-3 598	-2 652
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>3 198</b>	<b>23 614</b>
Coût du risque	21	-38 547	-27 094
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-35 349</b>	<b>-3 480</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	22	-895	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>-36 244</b>	<b>-3 480</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>23</b>	<b>7 327</b>	<b>4 815</b>
Impôt sur les bénéfices	24	53	-2 813
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	25	23 500	2 500
<b>Résultat net</b>		<b>-5 364</b>	<b>1 022</b>

### III. – Annexes au 31.12.2025

#### Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

##### Cadre juridique et financier

Arkéa Financements & Services, Société Anonyme, dont le siège social est situé 335, Rue Antoine de Saint-Exupéry 29490 GUIPAVAS, immatriculée au RCS de Brest sous le numéro B 338 138 795, est une société de financement et un établissement de paiement ayant reçu l'agrément de l'ACPR en ce sens. Elle intervient principalement dans le domaine du crédit à destination des particuliers et des professionnels, au travers un réseau de vendeurs agréés, d'Intermédiaires en Opérations de Banque et en Services de Paiement ou directement auprès d'une clientèle de particuliers.

##### Faits marquants de l'exercice

###### Contexte économique

En 2025, si les établissements financiers ont pu retrouver un peu de souffle avec le retour de la pentification des taux d'intérêt, ils ont par ailleurs dû conjuguer avec un contexte macroéconomique, politique, géopolitique et réglementaire toujours incertain, se traduisant par un relatif attentisme des consommateurs et, par conséquent, par une croissance ténue de l'activité de financement de la consommation.

C'est dans ce contexte conjoncturel que s'est inscrit la première année de déploiement du nouveau plan stratégique à moyen terme (2025-2030) d'Arkéa Financements & Services. Ce plan s'inscrit en grande cohérence avec les orientations du Groupe et avec la nouvelle feuille de route Société à mission établie pour la période 2025-2027.

La déclinaison de ce nouveau plan stratégique s'appuie sur une réorganisation partielle des activités de l'entreprise à compter du 1er avril 2025, ainsi que sur une Présidence et un Directoire partiellement renouvelé :

- A compter du 13 janvier 2025, démission de Jean-Marie GLAZ de son mandat de membre du Directoire d'Arkéa Financements & Services. Jean-Marie GLAZ rejoint la Direction financière et performance globale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa ;
- A compter du 1er avril 2025, nomination de Anne CHAMPENOIS comme membre du Directoire ;
- A compter du 15 décembre 2025, départ de Mélanie GOURVES de son mandat de membre du Directoire d'Arkéa Financements & Services. Mélanie GOURVES rejoint le pôle Dynamiques & Relations Humaines et Communication de Crédit Mutuel Arkéa.

En tant que Société à Mission, Arkéa Financements & Services a fait l'objet en 2025 d'un premier audit portant sur l'exercice 2024. Le Comité de mission a également travaillé à la définition d'une nouvelle feuille de route à horizon 2027 et à la publication du 2nd rapport de mission.

###### Evénements comptables

- Sortie du périmètre d'intégration fiscale

Crédit Mutuel Arkéa a décidé d'exclure Arkéa Financements et Services de son groupe d'intégration fiscale à effet du 1er janvier 2025.

Le montant des déficits cumulés pendant la période d'intégration fiscale s'élève à 28 369 366 €. Arkéa Financements & Services a perçu en juin 2025 une indemnité fixée au montant de l'impôt sur les sociétés lié à l'absence de possibilité d'imputation du déficit sur les résultats à venir, soit un montant de : 7 327 807 €

##### Principes comptables et méthodes d'évaluation

###### Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement N° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement ANC 2014-07 a fait l'objet d'une modification par le règlement ANC 2023-03 qui matérialise la suppression des transferts de charges.

###### Principes généraux et méthodes d'évaluation

###### Principes généraux

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **Options et méthodes d'évaluation**

##### **Créances**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, Arkéa Financements & Services applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

##### **Classement**

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés de plus de trois mois ;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Les encours douteux sont classés en encours sains lorsque l'emprunteur est resté sain sur les 24 derniers mois et qu'il ne présente aucun impayé de plus de 30 jours sur l'ensemble de ses contrats à la fin des 24 mois.

Une créance restructurée est une créance ayant fait l'objet d'une concession accordée pour tout type d'exposition à un client rencontrant ou sur le point de rencontrer des difficultés à honorer ses engagements financiers.

Le classement des créances restructurées en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie au sens du quatrième alinéa de l'article 2221-1 est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Conformément au défaut Bâlois, une période probatoire de 3 mois minimum est appliquée durant laquelle l'emprunteur est maintenu en défaut, suite à cette période, le retour en sain est conditionné à la validation à dire d'expert ou à l'absence d'incident pendant la période probatoire.

##### **- Opérations de Location avec Option d'Achat (LOA)**

Propriétaire des matériels qu'elle donne en location, Arkéa Financements & Services pratique des amortissements comptables de type linéaire conformément aux dispositions légales et réglementaires. Les opérations de LOA sont comptabilisées en immobilisations à leur coût d'acquisition et amorties à compter de la date de livraison du bien, sur la durée normale d'utilisation des biens concernés.

La réserve financière latente représente l'écart entre la valeur nette comptable des immobilisations louées et l'encours financier correspondant aux locations de ces immobilisations.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à « intérêts perçus d'avance », le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affectée à l'amortissement du capital investi.

Au 31/12/2025, la réserve financière latente s'élève à 72.614 k€.

##### **- Etalement des commissions d'apporteurs d'affaire et d'octroi de crédit**

Conformément au règlement ANC 2014-07, Arkéa Financements & Services applique l'étalement des commissions d'apporteurs d'affaires (CAA) et commissions d'octroi de crédit (COC) sur la durée des crédits.

Les commissions restant à étaler sont présentées à l'actif du bilan et intégrées aux encours clientèle.

La méthode d'étalement appliquée est la méthode alternative ce qui signifie que les commissions et les coûts marginaux de transaction sont étalés de la façon suivante :

- l'étalement s'effectue sur la durée de vie effective du crédit au prorata de la somme des capitaux restants dus pour les encours sains et les encours pré-contentieux
- l'étalement est linéaire sur 36 mois pour les encours contentieux

##### **Qualité du risque de crédit du portefeuille**

La qualité du risque du portefeuille de crédits à la clientèle s'apprécie au travers de la notation interne des clients qui mesure la capacité de remboursement dans les 12 mois à venir. Mise à jour quotidiennement pour tenir compte des éventuels événements de risque, elle est exprimée sur une échelle de 11 notes, allant de la meilleure note A+ (risque le plus faible) à la moins bonne note F (risque le plus fort). Les notes internes E- et F rassemblent les créances douteuses et litigieuses, les neuf autres notes regroupant les créances saines.

## Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément à la PGRC (Politique de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), les provisions sont calculées de façon statistique puis complétées par des provisions à dire d'expert pour ce qui concerne les provisions appliquées aux financements prescripteurs.

Conformément au règlement ANC 2014-07, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire.

La perte prévisionnelle est calculée, en appliquant des grilles de taux de provisionnement statistique, qui tiennent compte de l'ancienneté de la créance dans le défaut.

Conformément au DGRC (Dispositif de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), le passage en perte est réalisé, d'une manière générale, après avoir épuisé toutes les possibilités de recouvrement et sur décision de la structure ayant reçu pouvoirs, la créance jugée définitivement perdue est soldée par un compte « créances irrécouvrables ».

## Garanties

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

## Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

## Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Agencements	15 ans
Mobiliers	10 ans
Matériels électroniques & de sécurité	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 8 ans
Portefeuilles de contrats clientèle acquis	3 à 13 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

En application du règlement N° 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

## Fonds de commerce

Le mali technique résiduel après affectation aux différents actifs sous-jacents est porté pour son solde net en fonds commercial.

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23/11/2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

## Mali de fusion Eole:

La filiale de la société Arkéa Financements & Services, Eole Finance, a fait l'objet d'une dissolution par transmission universelle de patrimoine en date du 30 novembre

2009.

Un mali technique de 1 312 218.87 € a été constaté au bilan en immobilisations incorporelles (fonds de commerce).

Les regroupements successifs des activités Eole avec d'autres activités AFS, et l'abandon de la marque Eole Finance, rendent impossible la détermination de la valeur actuelle du fonds commercial Eole pris isolément. Il a été acté de se référer à la valeur actuelle du groupe d'actifs auquel il appartient (PCG art. 214-15), soit l'UGT AFS. Le fonds de commerce Eole ne générant pas de flux de trésorerie largement indépendants de ceux obtenus des autres éléments représentatifs de la clientèle ne pourra, lors des exercices ultérieurs, donner lieu ni à amortissement ni à dépréciation, quand bien même il ne resterait plus aucun élément (ou aucun client) acquis à l'origine, dès lors qu'il n'y a aucun indicateur objectif de perte de valeur, et dès lors que l'activité de la société concernée est bénéficiaire et que ses cash flows futurs permettent de démontrer que la valeur globale d'origine est toujours justifiée.

Le test de dépréciation de Arkéa Financements & Services ne démontrant pas de baisse de valorisation, aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes annuels.

#### Fonds de commerce MMB:

Arkéa Financements & Services a acquis en date du 30/06/2018 l'activité de financement du marché de l'automobile en France Métropolitaine de My Money Bank. Cela s'est matérialisé par la reprise d'un portefeuille d'encours de 404 M€ et de 56 collaborateurs. Un fonds de commerce de 4,4 M€ a été constaté au bilan en immobilisations incorporelles (PCI 4332001 6 - Fonds de commerce - PCEC 44119 Autres éléments du fonds commercial).

Le fonds MMB d'AFS étant indissociable de l'activité Prescripteur, compte tenu de son caractère fongible, son évaluation est globale et regroupée avec l'UGT AFS, malgré l'individualisation faite au moment de l'acquisition. En effet, les fonds s'intégrant dans un ensemble incorporel de même nature, il est donc admis que l'individualisation faite au moment de l'acquisition puisse, au cours des exercices ultérieurs, se révéler de plus en plus difficile, voire impossible.

La fusion des activités MMB et Arkéa Financements & Services rend impossible la détermination de la valeur actuelle du fonds commercial MMB pris isolément. A défaut le test de dépréciation du fonds MMB se base sur l'UGT Arkéa Financements & Services, qui est le plus petit groupe d'actifs auquel il appartient désormais.

Le test de dépréciation de Arkéa Financements & Services ne démontrant pas de baisse de valorisation, aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes annuels.

#### Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

#### Provisions pour engagements sociaux

Arkéa Financements & Services applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

#### Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique « dotations, reprises du fonds pour risques bancaires généraux ».

#### Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice. À l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

### Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

#### Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	65 375	-	65 375	60 488	-	60 488
Prêts, valeurs reçues en pension	-	130 020	130 020	115 013	-	115 013
Créances rattachées	395	-	395	531	-	531
<b>Total</b>	<b>65 770</b>	<b>130 020</b>	<b>195 790</b>	<b>176 032</b>	<b>-</b>	<b>176 032</b>

#### Note 2. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	En cours brut	Dont En cours douteux (1)	Dépréciations (2)	Total	En cours brut	Dont En cours douteux	Dépréciations	Total
<b>Prêts et crédits</b>	<b>3 181 176</b>	<b>179 684</b>	<b>-105 240</b>	<b>3 075 934</b>	<b>3 155 469</b>	<b>162 646</b>	<b>-91 479</b>	<b>3 063 990</b>
En cours	3 103 073	179 554	-105 240	2 997 831	3 049 732	162 530	-91 479	2 958 253

dont prêts réglementés	943	-	-	<b>943</b>	943	-	-	<b>943</b>
Créances rattachées	78 103	130	-	<b>78 103</b>	105 737	116	-	<b>105 737</b>
<b>Total</b>	<b>3 181 176</b>	<b>179 684</b>	<b>-105 240</b>	<b>3 075 934</b>	<b>3 155 469</b>	<b>162 646</b>	<b>-91 479</b>	<b>3 063 990</b>
(1) dont créances douteuses en douteux compromis : 101 900 milliers d'euros au 31.12.2025 et 95 023 milliers d'euros au 31.12.2024								
(2) dont dépréciations sur douteux compromis : -70 462 milliers d'euros au 31.12.2025 et -62 717 milliers d'euros au 31.12.2024								

**Dépréciations et provisions sur le risque crédit constituées sur les opérations avec la clientèle :**

	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres var.	31.12.2025
<b>Dépréciations déduites de l'actif</b>	-91 479	-75 139	61 380	-	-105 240
dont douteux compromis	-74 207	-37 229	28 740	-	-82 696
dont douteux non compromis	-17 272	-37 910	32 640	-	-22 542
<b>Total</b>	<b>-91 479</b>	<b>-75 139</b>	<b>61 380</b>	<b>-</b>	<b>-105 240</b>

**Note 3. Crédit-bail et location avec option d'achat**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations en location	993 412	1 008 069
Etalement commissions LOA	27 201	32 866
Amortissements sur immobilisations louées	-385 887	-340 097
Immobilisations temporairement non louées	18 497	15 654
Amortissements sur immobilisations temporairement non louées	-13 028	-10 461
Créances rattachées LOA	-	-7 971
Créances douteuses LOA	29 598	23 561
Dont douteux compromis	26 623	21 419
Provisions LOA	-32 240	-18 062
<b>Total</b>	<b>637 553</b>	<b>703 559</b>

Au 31.12.2024, les créances rattachées correspondaient à la valeur vénale des contrats LOA sur lesquels la déchéance du terme (DDT) avait été prononcée pour un montant de -7 971 milliers d'€. Les indemnités de résiliation en cas de DDT étaient historiquement comptabilisées en produit pour le montant net de la valeur vénale et provisionnées à 100%.

Au 31.12.2025, 100% des indemnités de résiliations sont comptabilisées en produits et dépréciées à 100% sans tenir compte de la valeur vénale conformément à la réglementation comptable.

**Note 4. Immobilisations corporelles et incorporelles**

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	31.12.2025
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Montant brut	58 662	5 792	-31 106	33 348
Amortissements (1)	-39 637	-3 442	29 830	-13 249
Immobilisations incorporelles en cours	976	1 166	-1 268	874
<b>Montant net</b>	<b>20 001</b>	<b>3 516</b>	<b>-2 544</b>	<b>20 973</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Montant brut	4 261	882	-121	5 022
Amortissements	-3 354	-156	94	-3 416
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-
<b>Montant net</b>	<b>907</b>	<b>726</b>	<b>-27</b>	<b>1 606</b>

**Note 5. Autres actifs**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Débiteurs divers	13 799	8 774
Autres stocks et assimilés	86	-39
Débiteurs groupe	-	-
Etats impôts	6 588	8 156
<b>Total</b>	<b>20 473</b>	<b>16 891</b>

Le poste débiteurs divers comprend principalement :

- la provision sur commission assurance pour -10 688 milliers d'euros au 31.12.2025 contre 5 928 milliers d'euros au 31.12.2024.
- les refacturations de prestations à recevoir (factures impayées et provisions de prestations) pour 509 milliers d'euros au 31.12.2025 contre 33 milliers d'euros au 31.12.2024.
- les dépôts de garantie pour 228 milliers d'euros au 31.12.2025 contre 185 milliers d'euros au 31.12.2024.
- la provision de contre-garantie Arkéa pour 1 981 milliers d'euros au 31.12.2025.

**Note 6. Comptes de régularisation – Actif**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
-----------------------	------------	------------

Valeurs à l'encaissement	2	3
Charges constatées d'avance	518	415
Produits à recevoir	6 394	6 297
Comptes de régularisation divers	14	13
<b>Total</b>	<b>6 928</b>	<b>6 728</b>

**Note 7. Dettes envers les établissements de crédit**

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	21 729	-	21 729	-	4 539	4 539
Emprunts et valeurs données en pension	-	3 460 000	3 460 000	-	3 470 001	3 470 001
Dettes rattachées	-	44 026	44 026	-	40 108	40 108
<b>Total</b>	<b>21 729</b>	<b>3 504 026</b>	<b>3 525 755</b>	<b>-</b>	<b>3 514 648</b>	<b>3 514 648</b>

**Note 8. Opérations avec la clientèle - Passif**

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	12 105	-	12 105	15 524	-	15 524
<b>Total</b>	<b>12 105</b>	<b>-</b>	<b>12 105</b>	<b>15 524</b>	<b>-</b>	<b>15 524</b>

**Note 9. Autres Passifs**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	174	230
Etat	6 589	8 838
Rémunérations dues au personnel	8 207	8 509
Charges sociales	223	238
Divers	30 975	30 528
<b>Total</b>	<b>46 168</b>	<b>48 343</b>

**Note 10. Comptes de régularisation – Passif**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits constatés d'avance	8 155	33 206
Charges à payer	3 488	1 337
Comptes de régularisation divers	4	-
<b>Total</b>	<b>11 647</b>	<b>34 543</b>

**Note 11. Provisions**

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour risques	896	874	-471	-	-	1 300
- Opérationnels	896	874	-471	-	-	1 300
- Créances clientèles	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques Hors Bilan	20	254	-	-77	-	197
Provisions pour charges	734	1 943	-56	-205	-	2 415
- Opérationnelles	468	108	-41	-205	-	330
- Exploitation	266	1 835	-15	-	-	2 085
Provisions MMB	2 015	134	-	-	-	2 150
- Médailles du travail	243	7	-	-	-	250
- Indemnités de fin de carrière	1 772	127	-	-	-	1 900
Provisions Impôts	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 665</b>	<b>3 205</b>	<b>-527</b>	<b>-282</b>	<b>-</b>	<b>6 062</b>

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 3,78%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0% et 9,38% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,65% et 3,24%. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

**Note 12. Dettes subordonnées**

Dettes subordonnées (En milliers d'euros)	Taux	Date émission	Montant
Emprunts participatifs à durée indéterminée	Euribor 3 mois + 1%	20/12/2002	9 250

	Euribor 3 mois + 0,75%	30/12/2004	535
	Euribor 3 mois + 0,70%	30/12/2005	33 940
	Euribor 3 mois + 0,50%	31/12/2007	2 985
	Euribor 3 mois + 1%	31/03/2011	1 119
	Euribor 3 mois + 3,35%	28/12/2018	14 00
	Euribor 3 mois + 1,80%	31/03/2025	15 000
Emprunt participatif à durée déterminée 10 ans			7
Intérêts courus sur emprunts participatifs à durée indéterminée			
<b>Total</b>			<b>76 836</b>

**Note 13. Capitaux propres hors FRBG**

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	210 000	-	-	210 000
Prime d'émission	-	-	-	-
<b>Total réserves</b>	<b>6 213</b>	<b>51</b>	-	<b>6 264</b>
Réserve légale	6 213	51	-	6 264
Provisions règlementées	-	-	-	-
Report à nouveau	68 817	971	-	69 788
Résultat de l'exercice	1 022	-1 022	-5 364	-5 364
Dividendes versés	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>286 052</b>	<b>-0</b>	<b>-5 364</b>	<b>280 688</b>

Le capital est composé de 21 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10€.

**Note 14. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
<b>Actif</b>						
<b>Créances sur établissements de crédit</b>	<b>195 395</b>	-	-	-	<b>395</b>	<b>195 790</b>
à vue	65 375	-	-	-	395	65 770
à terme	130 020	-	-	-	-	130 020
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>302 628</b>	<b>484 797</b>	<b>1 388 522</b>	<b>821 855</b>	<b>78 103</b>	<b>3 075 936</b>
créances commerciales	-	-	-	-	-	-
autres concours à la clientèle	302 628	484 797	1 388 522	821 855	78 103	3 075 936
comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-
<b>Passif</b>						
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>276 729</b>	<b>690 000</b>	<b>2 165 000</b>	<b>350 000</b>	<b>44 026</b>	<b>3 525 755</b>
à vue	21 729	-	-	-	-	21 729
à terme	255 000	690 000	2 165 000	350 000	44 026	3 504 026
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>12 105</b>	-	-	-	-	<b>12 105</b>
autres dettes	12 105	-	-	-	-	12 105
à vue	12 105	-	-	-	-	12 105
à terme	-	-	-	-	-	-

**Note 15. Engagements de l'activité bancaire**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>441 765</b>	<b>470 978</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>441 765</b>	<b>470 978</b>
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	441 765	470 978
<b>Engagements de garantie</b>	-	-
d'ordre d'établissements de crédit	-	-
d'ordre de la clientèle	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>196 958</b>	<b>187 114</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>
reçus des établissements de crédit	-	-
autorisation découvert reçue Groupe	15 000	15 000
<b>Engagements de garantie</b>	<b>181 958</b>	<b>172 114</b>
reçus des établissements de crédit	65 678	48 482
reçus de la clientèle	116 280	123 632

**Note 16. Intérêts, produits et charges assimilés**

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	5 798	-105 509	7 348	-93 212
Opérations avec la clientèle	118 753	-	107 401	-
<b>Total</b>	<b>124 551</b>	<b>-105 509</b>	<b>114 749</b>	<b>-93 212</b>

**Note 17. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits sur opérations de crédit bail et LOA</b>	<b>212 083</b>	<b>211 473</b>
- Loyers reçus	191 363	195 133
- Plus value sur cession	32 796	29 158
- Intérêts de retard sur créances douteuses	311	442
- Impact intérêts douteux (dotation, reprise)	-11 992	-1 741
- Commissions d'apporteurs d'affaires	-	-18 662
- Autres produits	-395	7 143
<b>Charges sur opérations de crédit bail et LOA</b>	<b>-206 122</b>	<b>-194 508</b>
- Dotations aux amortissements des immobilisations	-198 390	-186 733
- Moins value sur cession	-7 438	-7 464
- Autres charges	-294	-311

**Note 18. Commissions**

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations hors bilan avec les établissements de crédit	-	-12	-	-11
Opérations sur moyens de paiement	-	-59	-	-52
Rémunérations d'intermédiaires	-	-	-	-183
Convention assurances	-	-	43 108	-
Prestations de services financiers	-	-	-	-
Autres charges et produits	46 586	-222	1 369	-140
<b>Total</b>	<b>46 586</b>	<b>-293</b>	<b>44 477</b>	<b>-386</b>

**Note 19. Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Activités bancaires	1 213	-4	1 017	-
Autres	479	-429	1 734	-210
Provisions risques et charges d'exploitation	260	-148	493	-99
<b>Total</b>	<b>1 952</b>	<b>-581</b>	<b>3 244</b>	<b>-309</b>

**Note 20. Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Frais de personnel</b>	<b>-36 761</b>	<b>-34 218</b>
Salaires et traitements	-22 418	-21 985
Charges sociales	-10 467	-10 094
dont charges de retraite	-1 900	-1 812
Intéressement et participation	-631	-633
Dotations et reprises afférentes	-1 922	-257
Impôts et taxes afférentes	-1 323	-1 249
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-29 110</b>	<b>-25 045</b>
Impôts et taxes	-1 727	-1 451
Services extérieurs	-27 489	-23 632
Charges refacturées	106	110
Autres charges d'exploitation	-	-72
<b>Total</b>	<b>-65 871</b>	<b>-59 263</b>

**Ventilation des effectifs du personnel salarié**

	31.12.2025	31.12.2024
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	205	212
Cadres	254	253
<b>Total</b>	<b>459</b>	<b>465</b>

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance AFS s'est élevée à 15 K€ brut en 2025 (contre 15 K€ en 2024).

#### Note 21. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Créances	Dotations	-84 987	-73 159
	Reprises utilisées	8 619	20 053
	Reprises devenues disponibles	59 607	45 141
	Récupération sur créances amorties	1 626	1 925
	Créances irrécouvrables couvertes	-21 683	-19 388
	Créances irrécouvrables non couvertes	-1 551	-1 666
Titres	Dotations	-	-
	Reprises	-	-
Provisions pour autres risques et charges	Dotations	-254	-
	Reprises	77	-
<b>Solde</b>		<b>-38 546</b>	<b>-27 094</b>

#### Note 22. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	Dotations aux dépréciations	Moins-values de cessions	Reprises des dépréciations	Plus-values de cessions	31.12.2025
Immobilisation corporelles et incorporelles	-	-1 022	-	127	-895
<b>Total</b>	-	<b>-1 022</b>	-	<b>127</b>	<b>-895</b>

#### Note 23. Résultat Exceptionnel

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges exceptionnelles diverses	-	-
Produits exceptionnels divers	7 328	4 815
<b>Total</b>	<b>7 328</b>	<b>4 815</b>

#### Note 24 . Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées	-	-2 813
Créance de carry back	-	-
Charge fiscale différée nette et divers	53	-
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>-2 813</b>
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG	-25 381	-3 480
<b>Taux effectif</b>	<b>-0,15%</b>	<b>80,83%</b>
Déficits reportables	25 381	29 371

#### Note 25. Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dotations au FRBG	-	-
Reprises au FRBG	23 500	2 500
<b>Total</b>	<b>23 500</b>	<b>2 500</b>

#### Note 26. Comptes consolidés

Arkea Financements et Services n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480, Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site de Crédit Mutuel Arkéa, à savoir,  
[http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb\\_5034/fr/rapports-annuels](http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels)

#### Note 27. Intégration Fiscale

La société était comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2010. Elle est sortie le 01/01/2025.

#### Note 28. Rapport de Gestion

En application du règlement ANC 2014-07, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse suivante :

ARKEA FINANCEMENTS & SERVICES  
335 rue Antoine de Saint Exupéry  
Zone de Prat Pip Nord  
29490 GUIPAVAS

**Note 29. Evénements post clôture**

Néant.

**IV. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**  
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

À l'Assemblée Générale  
**Arkéa Financements & Services** 335 Rue Antoine de Saint Exupéry Zone de Prat Pip Nord  
29490 Guipavas

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ARKEA FINANCEMENTS & SERVICES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

**Risque de crédit**

Comme indiqué dans la partie "Créances" de la note "Principes généraux et méthodes d'évaluation" et dans les notes "Note 2. Opérations avec la clientèle Actif" et "Note 3. Crédit-bail et location avec option d'achat" de l'annexe des comptes annuels, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir des risques de crédit inhérents à son activité.

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôles et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Directoire sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de

liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

***Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes et Brest, le 21 avril 2026

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Nicolas Jolivet

**In Extenso Audit Bretagne**  
Marie Balourdet

**V. – Rapport de gestion**

En application de l'article 3111-2 du règlement de l'Autorité des normes comptables N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2025 est mis à disposition du public, sur demande, au siège social de la société : 335 rue Antoine de Saint Exupéry – 29490 Guipavas.